LES ÉNIGMES DES BOULEVERSEMENTS DANS LE MONDE ARABE

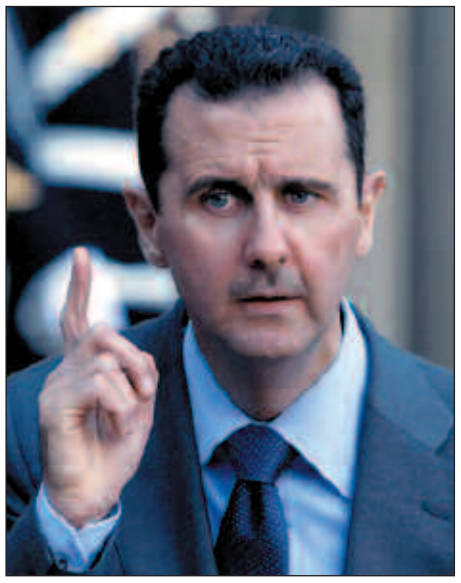
Complot ou chemin sinueux de l'histoire

Comme les couleurs douces du fameux printemps arabe virent aux noirceurs et rigueurs d'une autre saison, d'aucuns y voient dans cette tournure des évènements uniquement la main de puissances étrangères. Il est évident que celles-ci tentent d'influer sur le cours de l'histoire actuelle pour préserver un statu quo qui les arrange.

Par Ali Akika, cinéaste

Moubarak.

Kaddafi.



Al Assad.

Photos : DR

Le jeu des grandes puissances ne peut cependant réduire à néant le véritable moteur des tremblements de terre qui secouent les pays arabes. Il serait insultant de croire que les peuples de ces pays se sont soulevés sur un simple claquement de doigts des grandes puissances. Il ne faut pas être un grand clerc pour constater que tous les ingrédients étaient réunis pour que les peuples disent leur ras-le-bol de ces dictateurs qui leur mènent la vie dure.

Les manœuvres et les pressions des grandes puissances pour neutraliser les forces montantes dans le monde arabe sont suffisamment connues pour ne point y rajouter une couche. Il est plus intéressant de décoder les énigmes qui enveloppent les processus des changements en cours pour pouvoir esquisser une issue de ces bouleversements. Il faut pour cela s'arrêter brièvement sur la nature des Etats arabes, une nature qui a influé sur les formes mêmes de ces bouleversements. C'est pourquoi les soulèvements en Tunisie et en Égypte diffèrent de ceux de la Libye et de la Syrie. Dans le premier cas nous avons affaire à des Etats centralisés sur le plan politique (mais où l'on tolère des partis politiques de façade et émergence d'une société civile) mais dont l'économie est aux mains d'une bourgeoisie totalement dépendante de l'Occident. Dans le deuxième cas (Libye et Syrie) les Etats sont tout aussi centralisés où l'on fait la chasse à la moindre opposition politique. Arrêtons-nous un instant sur ces deux pays.

En Libye, Kadhafi a été victime de sa propre conception «révolutionnaire» de l'Etat des masses, superposition d'institutions sans réel pouvoir de décision. Cette bizarrerie institutionnelle lui a permis de concentrer tous les pouvoirs. Tant qu'il n'avait aucune force organisée et conséquente devant lui, il eut l'illusion d'être invincible. Il paiera cher sa conception «bédouine» de l'Etat quand des membres éminents de son entourage, lassés de sa mégalomanie, prirent la tête de la révolte.

Pour avoir négligé d'unifier le pays en luttant contre le tribalisme, ses adversaires utilisèrent cet esprit tribal contre lui. S'il y avait eu un véritable Etat digne de notre époque et quand bien même son régime eût été dictatorial, Kadhafi n'aurait pas connu aussi rapidement une fin lamentable sous les applaudissements de ses ennemis mais aussi d'une bonne partie de son peuple.

Quant à l'Etat en Syrie, il puise ses racines dans une civilisation millénaire. L'histoire de ce pays a obligé les politiques à mieux cerner les contraintes et les contradictions engendrées par cette civilisation. Cet Etat a toujours su naviguer dans une région «volcanique» en nouant des relations politiques et stratégiques avec les forces politiques et les Etats de la région. C'est pourquoi le régime bénéficie de soutiens dans la mosaïque «ethnique» et religieuse du pays mais aussi d'alliances étatiques solides dans la région. On est loin de la politique brouillonne d'un Kadhafi qui s'est mis à dos non seulement l'Occident mais aussi ses voisins immédiats. Ce rapide survol sur la nature des Etats nous permet de faire la distinction entre deux groupes de pays ayant vécu «le printemps arabe».

La Tunisie et l'Égypte ont connu des soulèvements populaires regroupant la quasi-totalité des couches sociales hormis les clans mafieux et familiaux qui s'agrippaient au dictateur en place. Quant aux armées respectives de ces deux pays, elles adoptèrent une attitude «neutre», en réalité très calculée. Elles ont protégé les institutions en place qui ont permis la continuité de l'Etat jusqu'à l'organisation des premières élections libres. Enfin, les régimes de ces deux pays étaient des amis de l'Occident pour ne pas dire d'autres qualificatifs désobligeants. Cette proximité avec l'Occident (qui voyait loin et qui ne voulait pas réitérer son erreur consistant à soutenir le Shah d'Iran jusqu'à la dernière minute) a permis à ce dernier d'influencer les services secrets des deux pays pour pousser les deux dictateurs à la sortie. Ce n'est pas par hasard si Ben Ali a été mis au sens propre du mot dans l'avion par son chef des services secrets. Quant à Moubarak, son fameux chef des renseignements lui succéda pour un laps de temps court avant de jeter l'éponge pour élargir le champ de manœuvre des forces armées égyptiennes.

Tous ces paramètres dans ces deux pays ont contribué d'une part à éviter un bain de sang à grande échelle comme en Libye et en Syrie. Ces paramètres, fruits de l'histoire et de la culture de ces deux pays, ont, et c'est important de le signaler, évité aussi l'intervention des armées étrangères comme en Libye. Pour la Syrie, ce n'est pas l'envie qui manque à ces armées étrangères mais uniquement la peur que leur intervention se solde par un fiasco d'autant que de grandes puissances ont neutralisé leur bellicisme et émoussé leur ardeur devant le Conseil de sécurité.

Le second groupe où l'on trouve le Yémen, Bahreïn, la Libye et la Syrie a connu une autre dynamique. Cela s'explique évidemment par la nature des régimes en place et leurs rapports avec les puissances étrangères. Pour le Yémen et surtout Bahreïn, l'affaire a été vite réglée par l'Arabie saoudite sans que les vertueux de tous bords en Occident n'aient trouvé rien à dire. Quant à la Syrie et la Libye, ils ne pouvaient échapper à la nature dictatoriale de leurs régimes et au contentieux lourd, très lourd avec l'Occident. Dans ces deux pays, deux facteurs non négligeables sont venus donner une tournure tragique aux événements.

Le premier facteur, ce sont les dissensions au sein de l'appareil d'Etat. En Libye, ministres, généraux et responsables des services de sécurité ont pris la tête de la rébellion. Avec quelques nuances dans le timing des désertions, on retrouve le même scénario en Syrie. Une fois énoncées, certes brièvement, les différences entre les évènements vécus par ces pays, on peut cerner ce qui se cache derrière ces différences.

Dans le premier groupe, le soulèvement populaire était d'une certaine manière classique alors que dans le second groupe on a et on assiste à des bizarreries politico-militaires. En Tunisie comme en Égypte, le peuple a affronté les mains nues la dictature en occupant rues et places sous le regard solidaire du monde entier. Une telle situation ne pouvait durer éternellement car cela nuisait aux intérêts des classes possédantes et à l'armée, laquelle ne pouvait résister aux discretes mais néanmoins fortes pressions de l'Occident. En revanche, en Libye et en Syrie, là aussi force est de constater que les manifestations populaires dans les rues ont vite été accompagnées d'affrontements militaires directs entre deux forces qui se foutent royalement des pertes parmi les civils.

La manière de mener une lutte politico-militaire n'est jamais neutre. Elle renseigne sur l'idéologie et les capacités politique et militaire des combattants. Quand on mène une lutte contre une occupation étrangère ou une dictature, il n'y a qu'une attitude qui vaille et qui se résume ainsi : gagner la confiance du peuple en lui évitant le plus de souffrances possibles. Les révolutions populaires triomphent quand il y a adaptation des moyens militaires du faible au fort que l'on combine avec la lutte politique et idéologique. Que ce soit en Algérie, au Vietnam, en Chine, à Cuba, les forces révolutionnaires n'ont jamais exposé leurs militants à une armée supérieure en nombre et en armement. Elles ont toujours harcelé leurs ennemis jusqu'à son affaiblissement ou sa fatigue et isolement diplomatique avant de rentrer triomphalement à La Havane, à Saigon, à Pékin ou Phnom Penh. Faute de concevoir et d'appliquer une telle stratégie, en Libye comme en Syrie, les opposants au régime de leur pays ont fait appel aux forces étrangères. En Libye, on a rasé des quartiers entiers sinon des villes et en Syrie on se bat en pleine ville en mettant en péril la vie des habitants. Quand bien même, on a la sympathie ou l'adhésion de la population, on n'envoie pas des combattants par milliers dans des villes encore solidement tenues par une armée professionnelle.

L'Histoire enseigne que la confrontation dans un espace clos et statique profite toujours aux armées professionnelles. Ceux qui ont conçu cette façon de faire la guerre à Damas ou à Alep ont peut-être des assurances secrètes quant au succès de leur mission et que les pertes de leurs combattants et des civils sont les derniers de leurs soucis. Sauf que les guerres et les révolutions ne sont pas des parties de poker.

La philosophie qui nourrit le combat a toujours des conséquences sur le long terme. La philosophie de la propagande qui fut mise à l'œuvre en Syrie est d'une telle grossièreté qu'elle n'a eu aucun effet sur l'opinion publique dans le monde alors que le dictateur syrien ne suscite pourtant que haine et mépris. Pourquoi cette propagande n'a pas porté ses fruits ? Pour la bonne raison que les précédents mensonges des Etats et de la presse ont discrédité leurs auteurs. Quiconque sait décryter une image et lire entre les lignes et possède un minimum d'informations sur le conflit ne peut qu'être en colère contre les auteurs de mensonges qui veulent arracher l'adhésion de l'opinion publique.

Cette colère se double de mépris quand on sait que ces mêmes médias se taisent quand un Etat bombarde pendant un mois avec des armes interdites par les conventions de Genève et que le même Etat emprisonne tout un peuple dans une bande de terre grande comme une réserve indienne.

Toutes ces interrogations suscitées par les bouleversements dans le monde arabe vérifient une vérité datant de la nuit des temps, à savoir qu'on ne peut échapper à son histoire, à sa culture et la seule issue pour ne pas courber l'échine ou carrément disparaître, c'est de se donner les armes pour être le sujet de sa propre histoire et non un acteur que la moindre vague peut emporter.

Ce sont les peuples, quoiqu'en pensent les adeptes de la technologie, qui font l'histoire et non les gadgets électroniques. Ces gadgets n'ont pas évité aux Américains de connaître des défaites humiliantes notamment au Combodge et au Vietnam.

Un mot pour conclure, à travers l'exemple des bouleversements actuels dans le monde, on voit l'importance de l'Etat. Ce dernier n'est pas une simple administration comme le laissent à penser certains sociologues. L'Etat ne joue pas seulement un rôle somme toute «technique» dans l'organisation et le développement économique, il est avant tout le socle où se tissent les liens avec la société et en fonction de la nature de ces liens, le dit Etat ne se retrouve jamais seul devant l'adversité des agresseurs potentiels qui patientent dans l'ombre. Pour ne pas l'avoir compris, le pauvre et sinistre Kadhafi en a payé le prix. Il n'avait pas compris que l'histoire, la culture, l'intelligence au sens de la compréhension et de la maîtrise de la situation, sont des paramètres précieux qu'il faut savoir utiliser pour tenir en respect les prédateurs aussi bien domestiques qu'étrangers.

A. A.